

大清國

大皇帝

大俄國

大皇帝兩國願將兩國邊界及通商等事於兩國有益者商定妥協以固和好是以特派全

權大臣公會議

大清國欽差出使大臣 太子少保都察院總憲內大臣 崇

大俄國參政大臣署理總管外部大臣堂格為全權大臣各將所奉全權

諭旨互相校閱後議定條約如左

第一條

大俄國

大皇帝允將一千八百七十一年即同治十年俄兵代收伊犁地方交還

大清國管屬此約第七條所載伊犁西邊及帖克斯川一帶地方應歸俄國管屬

第二條

大清國

大皇帝允將伊犁擾亂時及平靖後該處居民所為不是無分民教均免究治免追財產中

國官員於交收伊犁以前遵照

大清國

大皇帝恩旨出示曉諭伊犁居民

第三條

伊犁居民或願仍居原處或願遷居俄國入俄國籍者均聽其便應於交收伊犁以前
詢明其願遷居俄國者自交還伊犁之日起與一年限期遷居攜帶財物中國官並不
攔阻其已入俄國籍之人將來至中國地方貿易游歷等事凡有兩國條約許與俄民
利益之處亦准一體均霑

第四條

交收伊犁後俄國人在伊犁地方置有產業者應准照舊管業

第五條

兩國特派大臣一面交還伊犁一面接接收伊犁並遵約內關繫交收各事宜在伊犁城會齊辦理施行該大臣遵照督辦交收伊犁之陝甘總督圖爾克斯唐總督商定次序開辦陝甘總督奉到中國

御筆批准條約將通行之事派委妥員前往塔什干城知照圖爾克斯唐總督自該員到塔什干城之日起於兩月內應將交還伊犁之事辦竣

第六條

大清國

大皇帝允將

大俄國自同治十年代收代守伊犁所需兵費並補卹在中國境內被搶受虧俄商及被害俄民家屬之款共銀盧布五百萬元歸還俄國自換約之日起按兩國所定次序一

年歸完

第七條

中國接收伊犁地方後其伊犁西邊及帖克斯川一帶地方歸俄國管屬以便入俄國籍之民在彼安置今將兩國交界明定如左

兩國交界自別珍島山順霍爾果斯河至該河入伊犁河匯流處再過伊犁河往南至烏宗島山廓里札特村東邊順阿克不爾塔什山嶺上即帖克斯川北分流之處往東其哈拉凱及察普察勒等山口歸俄國屬過帖克斯河仍順阿克不爾塔什山嶺至廓克蘇打灣山口自此往南至艾什克巴什山再往西南順天山之哈雷克島罕顛葛里薩雷雅塞庫爾特留克廓克山喀拉帖凱等山至蘇約克山口

從前浩罕地方即今俄國屬之費爾干省與中國喀什噶爾等處地方交界明定如左

由蘇約克山頂

此山口應歸俄國屬

往南順有阿來廓勒及薩烏業爾得二山口之山脚至業精與那

格拉察勒得二卡中間之地由此往伊爾克什唐卡東之齊吉勒蘇河再往南至瑪里

他巴爾山

第八條

一千八百六十四年即同治三年塔城界約第一第二兩條所定交界有不合宜擬將此界改定如左

兩國交界自奎峒山順喀巴布爾崇二河中間山嶺分流之處過黑伊爾特什河至薩烏爾嶺內堪疊爾雷克河源此條及前條所定各界在此約所附圖上用硃筆作綫註以俄國字母

第九條

以上第七第八兩條所定兩國交界地方及從前未立界牌之交界各處應由兩國派大員勘定安設界牌所有應行分界立牌之處分定幾段分行派員勘定安設界牌各大員等會齊地方時日應由兩國酌覈定擬

第十條

俄國照舊約在伊犁塔爾巴哈台喀什噶爾庫倫設立領事官外准在嘉峪關科布多烏里雅蘇台哈密吐魯番烏魯木齊古城設立領事官其哈密吐魯番烏魯木齊古城四城共准設領事官二員其嘉峪關領事兼管甘肅陝西通商事務照依一千八百六十年即中國咸豐十年北京和約第五第六兩條應給予可蓋房屋牧放牲畜設立墳塋等地以上應設領事官各處亦准一律照辦領事官公署未經起蓋之先地方官幫同租賃暫住房屋俄國領事官在蒙古地方及天山南北兩路往來行路寄發信函比照天津和約第十一北京和約第十二兩條可由台站行走地方官妥為照料

第十一條

俄國領事官駐中國遇有公事分別情形或與本城地方官或與地方大憲往來均用信函畫押蓋印彼此往來會晤均以友邦官員之禮相待兩國人民在中國地方貿易等事致生事端應由領事官與地方官公同查辦如因貿易事務致起爭端聽其自行擇人從中調處如不能調處完結再由兩國官員會同查辦兩國人民為豫定貨物運

載貨物租賃鋪房等事所立字據可以呈報領事官及地方官處畫押蓋印為憑遇有不按字據辦理之人領事官及地方官令其照依字據辦理

第十二條

俄國人民准許在中國蒙古地方貿易並不納稅其蒙古各處及各盟設官與未設官之處均准貿易亦不納稅並准俄民在伊犁塔爾巴哈台喀什噶爾烏魯木齊及關外之天山南北兩路各城地方貿易均不納稅以上所載中國各處准許俄民出入販運各國貨物其買賣貨物或以錢易貨或以貨換貨俱可並准以各種貨物抵帳

第十三條

俄國應設領事官處及張家口准俄民建造鋪房行棧或在自置地方或照一千八百五十一年即咸豐元年伊犁塔爾巴哈台通商章程第十三條辦法由地方官給地蓋房亦可

第十四條

俄商自俄國由陸路販貨入中國內地准許經過張家口嘉峪關前赴天津漢口並准在張家口嘉峪關通州西安府漢中府各等處銷售或由各處運往內地銷售俱可俄商在以上各城各口及內地販買貨物亦准由此路經過張家口嘉峪關運往俄國

第十五條

俄國人民在中國內地及關外地方陸路通商應照此約所附章程辦理其約內通商各條及陸路通商章程自奉到

御筆批准換約之日起於五年後會議酌改如五年限滿前六箇月內未經知照酌改應仍照行五年俄國人民在中國沿海通商准照各國總例一律辦理如將來總例有應修改之處應由兩國會議酌改

第十六條

將來俄國陸路通商較旺出入中國貨物如要定立稅則較為合宜應由中俄兩國會議定立進口出口貨物均按值百抽五納稅惟未定稅則之前先將現照上等茶納稅

之各種下等茶之稅酌減定擬應由中國總理衙門會同俄國駐北京全權大臣自
批准換約後一年內會商酌定

第十七條

一千八百六十年即咸豐十年北京所定和約第十條至今講解各異擬將此條聲明
追還牲畜之條其意應作為凡有牲畜被人偷盜誘取一經獲犯應將牲畜追還如無
原物作價向該犯追償儻該犯無力賠還地方官不能代賠兩國邊界官應各按本國
之例將盜取牲畜之犯嚴行究治並設法將自行越界及偷盜之牲畜追還其自行越
界及偷盜之牲畜踪跡示知邊界兵並附近鄉長

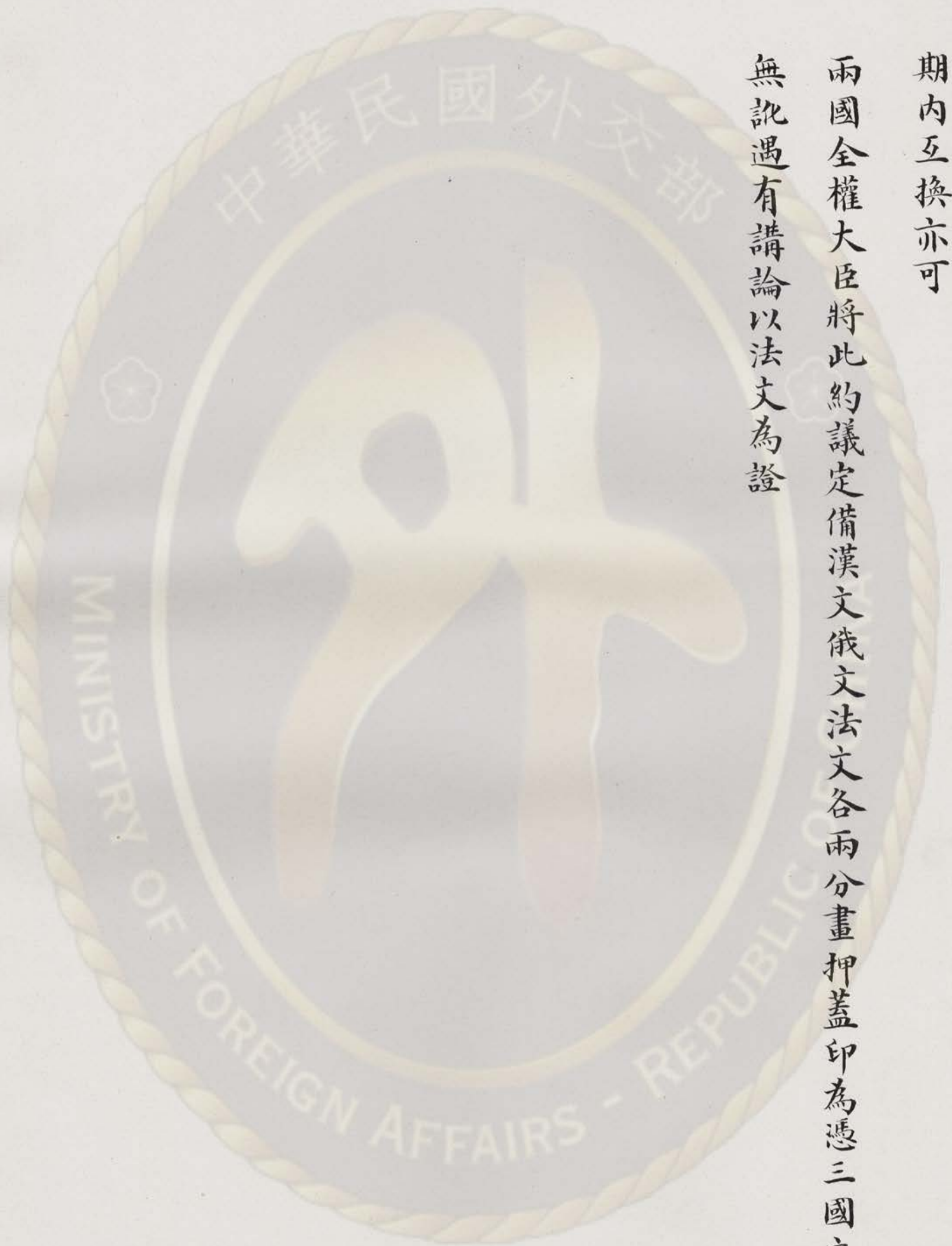
第十八條

此約兩國

御筆批准後各將條約通行曉諭各處地方遵照將來換約應在比德堡以一年為期能於

期內互換亦可

兩國全權大臣將此約議定備漢文俄文法文各兩分畫押蓋印為憑三國文字校對
無訛遇有講論以法文為證



光緒五年八月



日

scellé de leurs sceaux deux exemplaires du présent
Traité en langues: chinoise, russe et française.
Des trois textes, dûment confrontés et trouvés concor-
dants, le texte français fera foi pour l'interpréta-
tion du présent Traité.

Fait à Livadia le vingt septembre de l'an de
grâce mil-huit-cent-soixante-dix-neuf.

L. S. (signé) Giers. L. S. (signé) Tchong-Maou.
L. S. (signé) Butnow.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS - REPUBLIC OF CHINA

payer la valeur réelle du bétail qu'ils n'auront pas restitué. Il est entendu, qu'en cas d'insolvabilité des individus coupables de vol de bétail, l'indemnité à payer pour le bétail manquant ne saurait être mise à la charge des autorités locales.

Les autorités-frontières des deux États poursuivront, selon toute la rigueur des lois de leur pays, les individus coupables de détournement ou de vol de bétail et devront prendre les mesures qui dépendront d'elles pour la restitution, à qui de droit, du bétail détourné ou qui aurait passé la frontière.

Les traces du bétail détourné ou qui aurait passé la frontière peuvent être indiquées non-seulement aux gardiens des postes-frontières, mais aussi aux doyens des villages les plus proches.

Article XVIII.

Le présent Traité, après avoir été ratifié par les deux EMPEREURS, sera promulgué dans chaque Empire, pour la connaissance et la gouverne de chacun. L'échange des ratifications aura lieu à S^t Pétersbourg, dans le terme d'un an, ou plus tôt, si faire se peut.

Ayant arrêté les articles ci-dessus, les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé et

merce, les Gouvernements chinois et russe procéderont à une entente à ce sujet, en prenant pour norme de la fixation des droits d'entrée et de sortie, le taux de cinq pour cent de la valeur des marchandises.

Jusqu'à l'établissement d'un semblable tarif, les droits d'exportation, prélevés sur quelques espèces de thés de qualités inférieures, actuellement imposés au taux établi pour le thé de qualité supérieure, seront diminués en proportion de leur valeur. La fixation de ces droits pour chaque espèce de thé, sera effectuée par une entente entre le Gouvernement chinois et l'Envoyé de Russie à Pékin, dans le terme d'un an au plus tard à partir du jour de l'échange des ratifications du présent Traité.

Article XVII.

Considérant les divergences d'opinion qui se sont produites jusqu'ici dans l'application de l'article 10 du Traité conclu à Pékin en 1860, il est établi par les présentes que les stipulations de l'article susdit, relatives à la répétition à exercer en cas de vol et de détournement de bétail au-delà de la frontière, doivent être interprétées dans ce sens, que lors de la découverte d'individus coupables de vol ou de détournement de bétail, ils seront condamnés à

de la Chine, sera régi par le Règlement annexé au présent Traité.

Les stipulations commerciales du présent Traité, ainsi que le Règlement qui lui sert de complément, pourront être révisés après un intervalle de cinq ans révolus à partir du jour de l'échange des ratifications du Traité; mais si dans le courant de six mois avant l'expiration de ce terme, aucune des Parties contractantes ne manifeste le désir de procéder à la révision, les stipulations commerciales, ainsi que le Règlement, resteront en vigueur pour un nouveau terme de cinq ans.

Le commerce par voie de mer des sujets russes en Chine, sera soumis aux règlements généraux, établis pour le commerce maritime étranger en Chine. S'il devenait nécessaire d'apporter des modifications à ces règlements, les deux Gouvernements établiront une entente à ce sujet.

Article XVI.

Si le développement du commerce russe par voie de terre amenait la nécessité de l'établissement, pour les marchandises d'exportation et d'importation en Chine, d'un tarif douanier plus en rapport que les tarifs actuellement en vigueur, avec les nécessités de ce com-

sons, des boutiques, des magasins et d'autres bâtiments, sur les terrains qu'ils acquerront par voie d'achat, ou qui leur seront concédés par les autorités locales, conformément à ce qui a été établi pour Ili et Tarbagataï, par l'article 13 du Traité de Kouldja de 1851.

Article XIV.

Les négociants russes qui voudront expédier de Russie, par voie de terre, des marchandises dans les provinces intérieures de la Chine, pourront les diriger, par les villes de Kalgan et de Tsia-yu-kouan, sur les ports de Tien-tsin et de Han-kow, et les vendre tant à Kalgan et à Tsia-yu-kouan, que dans les villes de Toun-tchiou, Si-an-fou et Han-tchou-fou, ou bien les expédier de ces villes pour être vendues sur d'autres marchés intérieurs.

Les marchands se serviront de ces mêmes routes de commerce, par Kalgan et Tsia-yu-kouan, pour exporter en Russie des marchandises achetées tant dans les villes et les ports susnommés, que sur les marchés intérieurs.

Article XV.

Le commerce par voie de terre, exercé par les sujets russes dans les provinces intérieures et extérieures

amener l'exécution de ces obligations.

Article XIII.

Les sujets russes sont autorisés à faire le commerce, en franchise de droits, dans la Mongolie soumise à la Chine, tant dans les localités et les aïmaks où il se trouve une administration chinoise, que dans ceux où il n'en existe point.

Les sujets russes jouiront également de la faculté de faire le commerce, en franchise de droits, dans les villes et autres localités des arrondissements d'Ali, de Tarbagataï, de Kachgar, d'Ouroumtsi et autres, situés sur les versants nord et sud de la chaîne du Tian-chan, jusqu'à la Grande-Muraille.

Les sujets russes pourront importer dans les susdites provinces de la Chine, et en exporter, toute espèce de produits, de quelque provenance qu'ils soient. Ils pourront faire des achats et des ventes, soit au comptant, soit par voie d'échange; ils auront le droit d'effectuer leurs paiements en marchandises de toute espèce.

Article XIV.

Dans les localités où le Gouvernement russe a le droit d'établir des consulats, ainsi que dans la ville de Kalgan, les sujets russes pourront construire des mai-

règles d'étiquette à observer lors de leurs entrevues et, en général, dans leurs relations, elles seront basées sur les égards que se doivent réciproquement les fonctionnaires de deux Puissances amies.

Toutes les affaires qui surgiront sur le territoire chinois à propos de transactions commerciales ou autres entre les sujets des deux États, seront examinées et réglées, d'un commun accord, par les Consuls et les autorités chinoises.

Dans les litiges en matière de commerce les deux parties pourront terminer leur différend à l'amiable, au moyen d'arbitres choisis de part et d'autre. Si l'entente ne parvient pas à s'établir par cette voie, l'affaire sera examinée et réglée par les autorités des deux États.

Les engagements par écrit, contractés entre sujets chinois et russes, par rapport à des commandes de marchandises, au transport de celles-ci, à la location de boutiques, de maisons et d'autres emplacements, ou relatifs à d'autres transactions du même genre, pourront être présentés à la légalisation des consulats et des administrations supérieures locales, qui sont tenus de légaliser les documents qui leur sont présentés. En cas de non-exécution des engagements contractés, les Consuls et les autorités chinoises prendront des mesures pour

Traité conclu à Pékin en 1860, par rapport à la concession de terrains pour les maisons des consulats, pour les cimetières et pour les pâturages, s'appliqueront également aux consulats qui seront établis dans les villes susnommées. Les autorités locales aideront les Consuls à trouver des habitations provisoires jusqu'au moment où les maisons des consulats seront construites.

Les Consuls russes en Mongolie et dans les arrondissements situés sur les deux versants du Tienchan, se serviront, pour leurs voyages et pour l'envoi de leur correspondance, des institutions postales du Gouvernement, conformément aux stipulations de l'article 11 du Traité de Tien-tsin et de l'article 12 du Traité de Pékin. Les autorités chinoises locales auxquelles ils s'adresseront à ces fins, leur prêteront aide et assistance.

Article XI.

Les Consuls russes en Chine communiqueront pour affaires de service, selon leur besoin, avec les autorités locales de la ville de leur résidence ou avec les autorités supérieures de l'arrondissement ou de la province. La correspondance entre eux se fera sous forme de lettres officielles. Quant aux

Les cartes annexées au présent Traité.

Article IX.

Des commissaires seront nommés par les deux Parties contractantes pour procéder à la pose de bornes-frontières, tant sur la ligne limitrophe fixée par les articles précédents VII et VIII, que sur les parties de la frontière où il n'a pas encore été posé de bornes.

Toute l'étendue de la frontière qui doit être fixée sur les lieux, sera partagée en plusieurs sections pour chacune desquelles des commissaires spéciaux seront nommés. L'époque et le lieu de réunion de ces commissaires seront établis par une entente entre les deux Gouvernements.

Article X.

Le droit reconnu au Gouvernement russe par les traités, de nommer des Consuls à Ili, à Tarbagataï, à Kachgar et à Ourga, est également étendu aux localités suivantes: Sou-tchiou (Tria-yu-nouan), Kobdo, Ouliassoutaï, Khami, Tourfan, Ouroumtsi et Goutchiou. Deux Consuls seront nommés pour les quatre dernières villes. Le Consul de Sou-tchiou remplira les fonctions consulaires dans les provinces de Kan-sou et de Chan-si.

Les dispositions contenues dans les articles 5 et 6 du

ce russe de Ferganah, et les possessions chinoises avoisinantes, la frontière est fixée comme suit :

La ligne-frontière, en partant du sommet de Souïou et en laissant la passe de ce nom dans les limites de la Russie, se dirige au sud, en longeant la base de la chaîne où se trouvent les passes d'Alaï-kol et Saou-ierdy, jusqu'à un point situé entre les piquets Eghin et Nagra-tchaldy, de là elle se dirige vers la rivière Kisyl-sou, à l'est du piquet Tractatam, et se prolonge, au sud, jusqu'à la montagne Maltabar.

Article VIII.

Une partie de la ligne-frontière, fixée par les articles 1 et 2 du Protocole signé à Tchougoutchar, en 1864, ayant été trouvée defectueuse, le tracé de cette partie de la frontière est modifié comme suit :

La frontière, en partant des montagnes Kouïtoun, suit le partage des eaux entre les rivières Kaba et Bourtchoum et, traversant la rivière Tcherny-Ittych, se dirige vers les sources de la rivière Kenderlyk, situées dans les monts Saour.

Les frontières établies dans le présent article et dans celui qui précède sont désignées par une ligne rouge et par des lettres de l'alphabet russe sur

La frontière entre les possessions des deux Em-
pires dans ces parties du territoire est établie comme
suit: la ligne-frontière, partant des montagnes
du Bédjin-taou, suit le cours de la rivière Khorgos,
jusqu'à son-embouchure dans la rivière Ili et,
traversant cette dernière, se dirige au sud vers les
montagnes Ouroun-taou, laissant à l'ouest le village de
Koldjat. Là elle tourne à l'est et longe la chaîne
qui forme la pente septentrionale de la vallée du
Tékis et qui est connue sous la dénomination géni-
rale d'Arbour-tach, laissant à la Russie les passes
de Khanarkhâï, de Tchapitchal et autres. La ligne-
frontière traverse ensuite la rivière Tékis,
suit le prolongement de la chaîne susmention-
née, en se dirigeant vers le défilé de Kousou-
davan; là cette frontière tourne au sud, vers
la montagne Echik-bachi, et de là se dirige au
sud-ouest, en suivant la crête des montagnes
Khalyn-taou, Khan-tenghéri, Sary-Tassy, Kourourt-
luk, Kok-chan, Kara-técé et des autres montagnes
connues sous la dénomination générale de
chaîne du Tian-chan, jusqu'à la passe
de Souïouk.

Dans la partie comprise entre l'ancien kha-
nat de Khokand, formant actuellement la provin-

Article VI.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Bogdokhan paiera au Gouvernement russe la somme de cinq millions de roubles métalliques destinés: à couvrir les frais occasionnés par l'occupation du pays d'Ili par les troupes russes depuis 1871, à indemniser pieusement les sujets russes des pertes subies par eux dans leurs biens pillés sur le territoire chinois, et à fournir des secours aux familles des sujets russes tués dans les attaques armées dont ils ont été victimes sur le territoire chinois.

La somme susmentionnée de cinq millions de roubles métalliques sera versée dans le terme d'une année à partir du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, suivant l'ordre et les conditions convenus entre les deux Gouvernements.

Article VII.

Avec le rétablissement de l'autorité du Gouvernement chinois dans le pays d'Ili la partie occidentale de ce pays et la vallée de la rivière Tékis passeront sous la domination de la Prusse, pour servir de lieu d'établissement aux habitants du pays d'Ili qui voudront adopter la sujétion russe.

Article V.

Les deux Gouvernements nommeront des commissaires qui se réuniront à Kouldja, pour la remise d'une part et la réception de l'autre, de l'administration du pays d'Ili et pour la mise à exécution des stipulations du présent Traité qui se rapportent au rétablissement, dans ce pays, de l'autorité du Gouvernement chinois.

Les dits commissaires procéderont à l'accomplissement de leur tâche, en se conformant à l'entente qui sera établie quant au mode de la remise et de la réception de l'administration du pays d'Ili, entre le Gouverneur-Général du Turkestan et le Gouverneur-Général des provinces de Chan-si et de Kan-sou, chargés par les deux Gouvernements de la haute direction de cette affaire.

La remise de l'administration du pays d'Ili doit être terminée dans un délai de deux mois à dater du jour de l'arrivée à Tachkent du fonctionnaire qui sera délégué par le Gouverneur-Général du Chan-si et du Kan-sou, auprès du Gouverneur-Général du Turkestan, pour lui notifier la ratification et la promulgation du présent Traité par Sa Majesté le Bogdokhan.

Article III.

Les habitants du pays d'Ili seront libres de rester sur les lieux de leur résidence actuelle, ou d'émigrer en Russie et d'adopter la sujétion russe. Ils seront appelés à se prononcer à ce sujet avant la reddition du territoire d'Ili, et un délai d'un an, à partir du jour du transfert du pays, sera accordé à ceux qui témoigneront le désir d'émigrer en Russie. Les autorités chinoises n'opposeront aucune entrave à leur émigration et à l'exportation de leur propriété mobilière.

Il est entendu que les habitants du pays d'Ili qui auront opté pour la sujétion russe, lorsqu'ils se rendront, dans un but commercial ou autre, sur le territoire chinois, jouiront, durant leur séjour dans le pays, de tous les droits et prérogatives accordés aux sujets russes par les traités conclus entre la Chine et la Russie.

Article IV.

Les sujets russes possédant des immeubles dans le pays d'Ili, conserveront leurs droits de possession, même après le rétablissement de l'autorité du Gouvernement chinois dans ce pays.

Les susdits Plénipotentiaires, munis de pleins -
pouvoirs qui ont été trouvés suffisants, sont convenus des
stipulations suivantes:

Article I.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies
consent au rétablissement de l'autorité du Gouverne-
ment chinois dans le pays d'Ili, temporairement occu-
pié, depuis 1871, par les armées russes.

La partie occidentale de cette vallée, ainsi que la vallée
de la rivière Tékis, restent en possession de la Russie, dans
les limites indiquées à l'article VIII du présent Traité.

Article II.

Sa Majesté le Bogdokhan s'engage à ce qu'au-
cun des habitants du pays d'Ili, à quelque race et à
quelque religion qu'il appartienne, ne soit poursui-
vi, ni dans ses biens, ni dans sa personne, pour des
actes commis durant ou après les troubles qui ont eu
lieu dans ce pays.

Une proclamation conforme à cet engagement se-
ra adressée, par les autorités chinoises, au nom de Sa
Majesté le Bogdokhan, à la population du
pays d'Ili, avant le transfert de ce pays
aux dites autorités.

Sa Majesté le Bogdokhan de
l'Empire Ta-Tsing et Sa Majesté
l'Empereur et Autocrate de toutes les
Russies, animés du désir de régler quelques
questions de frontières et de commerce concer-
nant les intérêts des deux Empires, afin de
cimentier leurs relations amicales, ont nommé
pour leurs Plénipotentiaires, à l'effet d'établir un
accord sur ces questions:

Sa Majesté le Bogdokhan:

Tehong, Son Ambassadeur Extraordinaire et
Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de
toutes les Russies, Son dignitaire de la Cour, Cura-
teur adjoint de l'Érédit du Trône, Président
de la Cour des Requêtes et Membre du Conseil des
Affaires Étrangères,

et Sa Majesté l'Empereur de toutes les
Russies:

Nicolas de Giers, Conseiller Intime Actuel,
Son Secrétaire d'Etat, Gérant le Ministère
Impérial des Affaires Étrangères et

Eugène de Butrow, Conseiller d'Etat Actuel,
Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipoten-
tiaire près Sa Majesté le Bogdokhan.

Статья XVIII.

Договоръ сей, по утверждении его обоими Императорами, будетъ объявленъ въ каждомъ Государствѣ къ всеобщему сведенію и руководству. Разныя же ратификаціи посылаетъ въ С. Петербургъ, въ годичный срокъ, а буде возможно и раньше.

Постановивъ вышеприведенныя статьи, уполномоченные обѣихъ сторонъ подписали и скрѣпили своими печатями два экземпляра настоящаго договора на Русскомъ, Китайскомъ и Французскомъ языкахъ.

Изъ трехъ текстовъ, по имени оказавшихся согласными, руководствующимъ при толкованіи договора будетъ служить Французскій текстъ.

Заключенъ въ Ливадіи, Сентября двадцатаго дня тысяча восемьсотъ сородевятъ девятаго года.

М.П. (подписали) Николай Турсъ М.П. (подписали) Чунъ-Лонгъ
М.П. (подписали) Евеній Броцовъ.

тельства съ Россійскими Пограничниками въ Пекинѣ, не
позже одного года со дня разрыва ратификацій
настоящаго договора.

Статья XVII.

Въ виду разногласій, возникавшихъ до сего
времени въ примѣненіи V статьи договора, заключен-
наго въ Пекинѣ въ 1860 году, сими опредѣляется, что
постановленіе означенной статьи, по предмету
взысканія за украденный или угнанный за грани-
цу скотъ, должно быть понимаемо въ томъ смыслѣ,
что, при открытіи виновныхъ въ покражу или уго-
нъ скота, съ нихъ взыскивается двойственная
стоимость невозвращеннаго или скота. Само собою
разумѣется, что въ случаѣ несостоятельности ви-
новныхъ въ покражу скота, взысканіе за недостаю-
щее количество его не можетъ быть обращено на
лишнее начальство.

Пограничныя власти обоихъ Государствъ будутъ
строго преслѣдовать, согласно законамъ своего Государ-
ства, виновныхъ въ угонъ или кражу скота и прини-
мать зависящія отъ нихъ мѣры, для возвращенія по
принадлежности угнаннаго или перешедшаго за границу скота.

Суды перешедшаго или угнаннаго скота могутъ
быть сдаваемы не только стражѣ пограничныхъ кара-
уловъ, но и старшинамъ ближайшихъ поселеній.

на новый пятилетний срок.

На торговлю, производимую Русскими подданными в Китай, морским путем, распространяются правила, общие для иностранной морской торговли в Китай. В случае необходимости подвергнуть эти правила изменению, — оба Правительства вступают в соглашение между собою по этому предмету.

Статья XVI.

Самобы, с развитием Русской сухопутной торговли, возникла необходимость установить таможенный тариф, на ввозимые в Китай и вывозимые оттуда товары, более соответствующий потребностям этой торговли, чым ныне действующіе тарифы, Россійское и Китайское Правительства войдут между собою в соглашение по этому предмету, принявъ за размеръ для опредѣленія ввозныхъ и вывозныхъ пошлинъ пять процентовъ со стоимости товаровъ.

До установленія же этого тарифа, вывозные пошлины, взимаемыя ныне съ некоторыхъ сортовъ гая низшаго качества, въ размерѣ одинаковомъ съ пошлинами на гай высшаго достоинства, будутъ уменьшены соразмерно стоимости этихъ низшихъ сортовъ гая. Опредѣленіе этихъ пошлинъ на каждый сортъ гая послѣдуетъ, по соглашенію Китайскаго Прави-

области Китая, могут провозить опие, чрез города Калгань и Цзя-той-гуань, въ порты Тянь-цзинь и Ланькоу, и продавать ихъ, какъ въ Калгань и Цзя-той-гуань, такъ и въ городахъ Тунь-чжесу, Си-ань-фу и Лань-чжунь-фу, или же отправлять ихъ изъ этихъ городовъ, для продажи, на другіе внутренніе рынки.

Этими же путями, чрезъ Калгань и Цзя-той-гуань, купцы будутъ пользоваться для вывоза въ Россію товаровъ, купленныхъ, какъ въ названныхъ выше портахъ и городахъ, такъ и на внутреннихъ рынкахъ.

Статья XV.

Производство Русскими подданными сухопутной торговли во внутреннихъ и внутреннихъ областяхъ Китая подчиняется Правиламъ, приложеннымъ къ настоящему договору.

Торговныя постановленія настоящаго договора и Правила, составляющія дополненіе къ нимъ, могутъ быть подвергнуты пересмотру, по прошествіи пяти лѣтъ со дня разныма ратификацій договора; но если въ теченіи шести мѣсяцевъ до окончанія этого срока, ни одна изъ договаривающихся сторонъ не заявитъ желанія приступить къ пересмотру, торговныя постановленія и Правила останутся въ силѣ.

и прочих уездов Ниньского, Марбогайтского, Камгарского, Урумчійского и прочих округов, лежащих по северному и южному склонамъ Тянь-шаньскаго хребта, до Великой Стены.

Русскіе подданные могутъ возить въ упомянутыя выше Китайскія владенія, и вывозить изъ нихъ, всякія произведенія, какого-бы происхождения они ни были. Покупки и продажи они могутъ совершать на деньги, или посредствомъ обмена товаровъ; у таможен же они имеютъ право производить товарами всякаго рода.

Статья XIII.

Въ уездахъ, гдѣ Россійское Правительство имеетъ право уредить Консульства, а равно и въ городѣ Камганѣ, Русскіе подданные могутъ строить собственныя дома, лавки, амбары и другія зданія, на участкахъ, которые будутъ приобрѣтаться ими, или же отводиться имъ местными властями, на основаніи того, что постановлено въ 13^{ей} статьѣ договора, заключеннаго въ Киринѣ, въ 1851 году, для Нини и Марбогайт.

Статья XIV.

Русскіе купцы, желающіе отгружать товары сухими путями изъ Россіи во внутреннія

дѣлами, спорящими сторонами предоставляется решить дѣло по добовно, чрезъ выборныхъ съ каждой стороны людей. Если бы решение дѣла этимъ путемъ не было достигнуто, — оно разбирается властями обоихъ государствъ.

Письменные обязательства, заключаемые между Русскими и Китайскими подданными, относительно заказа товаровъ, перевозки оныхъ, найма лавокъ, домовъ и другихъ помѣщеній и тому подобныхъ сделокъ, могутъ быть предъявляемы къ засвидѣтельствуванію въ Консульства и главные местные управленія, которые обязаны свидѣтельствовать предъявляемые имъ документы. Въ случаѣ неустойки по заключеннымъ обязательствамъ, Консулы и Китайское Намѣстство принимаютъ мѣры къ приведенію обязательствъ въ исполненіе.

Статья VII.

Русскимъ подданнымъ предоставляется право торговать свободно въ подвластной Китаю Монголіи, какъ въ городахъ и аймакахъ, въ которыхъ существуетъ Китайское управленіе, такъ и въ тѣхъ, гдѣ она не устроена.

Права свободной же торговли Рускіе подданные будутъ пользоваться въ городахъ.

ніями, сообразно съ тѣмъ, что постановлено въ 11-й статьѣ Тянь-цзинскаго договора и въ 12-й статьѣ Пекинскаго договора. Китайскія мѣстныя власти, къ которымъ они будутъ обращаться съ этою цѣлью, будутъ оказывать имъ содѣйствіе въ этомъ.

Статья XI.

Россійскіе Консулы въ Китаѣ будутъ сношаться, по служебнымъ обязанностямъ своимъ, смотря по надобности, съ мѣстными властями города, въ которомъ они пребываютъ, или съ главнымъ Начальствомъ округа или края. Переписка между ними будетъ производиться въ формѣ официальныхъ писемъ. Что же касается порядка, который долженъ соблюдаться при свиданіяхъ ихъ и, вообще, въ ихъ сношеніяхъ, то онъ будетъ основанъ на вниманіи, которое обязаны оказывать другъ другу должностныя лица дружественныхъ Деряжавъ.

Всѣ дѣла, возникающія между подданными обоихъ Государствъ въ Китайскихъ предѣлахъ, по поводу торговыхъ и другого рода сделокъ, разбираются и рѣшаются Консулами и Китайскимъ Начальствомъ, по общему согласію.

Въ спорахъ, возникающихъ по торговымъ

по соглашению между обоими Правительствами.

Статья X.

Принадлежащее Россійскому Правительству, по договорамъ, право назначать Консуловъ въ Цзинь, Марбогатай, Камгарь и Ургу распространяется еще на слѣдующія мѣста: Суржесу (Цзя-той-суань), Коодо, Улхутай, Ламы, Турфань, Урумчи и Туркенъ. Для помѣстныхъ четырехъ городовъ будутъ назначены два Консула. Консулъ же въ Суржесу будетъ исполнять консульскія обязанности въ провинціяхъ Тянь-су и Шань-си.

Постановленное въ 5^й и 6^й статьяхъ договора, заключеннаго въ Пекинѣ въ 1860 году, относительно отвода участковъ земли подъ зданія Консульствъ и мѣста для пашей и кладбищъ, распространяется также на Консульства, которые будутъ учреждены въ названныхъ выше городахъ. До постройки зданій для Консульствъ мѣстныя власти окажутъ Консуламъ содѣйствіе въ пріисканіи необходимыхъ для нихъ временныхъ помѣщеній.

Россійскіе Консулы въ Монголіи и округахъ по общему согласію Тянь-шаня будутъ пользоваться для переездовъ своихъ, и пересылки корреспонденціи, казенными почтовыми учрежде-

Статья VIII.

Въ виду обнаружившихся неудобствъ съ-
вѣстной части граничной карты, опредѣленной
въ 1^й и 2^й статьяхъ протокола, подписаннаго въ
Чугунакѣ въ 1864 году, направление этой части
границы измѣняется слѣдующимъ образомъ:

Отъ горы Куитунъ граница слѣдуетъ по
водораздѣлу между рѣками Каба и Тургуль
и, пересѣкая рѣку Черный Уртышъ, направляется
къ истоку рѣки Кендермыкъ, въ урѣчь Сауръ.

Границы, опредѣленные въ настоящей и
предыдущей статьяхъ обозначены красною
чертою и буквами Русскаго алфавита, на кар-
тахъ, приложенныхъ къ сему договору.

Статья IX.

Для постановки граничныхъ знаковъ какъ
на граничной картѣ, опредѣленной въ предыду-
щихъ статьяхъ VII и VIII, такъ и на участкахъ
границы, где знаки еще не были поставлены,
будутъ назначены съ обѣихъ сторонъ Коммиссары.

Все пространство границы, подлежащей
обозначенію на мѣстѣ, будетъ раздѣлено на нѣ-
сколько участковъ и для каждого изъ нихъ бу-
дутъ назначены особы Коммиссары, время и
мѣсто съѣзда которыхъ будутъ опредѣлены

пою общими именами Акбурь-таши, оставляя
перевалы Ланахай, Чангаш и другие во владеніи
Россіи. Далѣе она пересѣкаетъ рѣку
Текесъ и направляется, по продолженію выше-
упомянутаго хребта, къ перевалу Коксу-даванъ;
здесь граница поворачивается на югъ, къ горѣ
Шимъ-баши, и затѣмъ направляется на
юго-западъ, по вершинамъ горъ Халыкъ-тау,
Хань-тенгери, Сары-ясы, Кукуртлюкъ, Кокъ-шанъ,
Кара-теке и другихъ горъ, известнымъ пою об-
щими названіемъ Тянь-шаньскаго хребта, до
перевала Суіокъ.

На участкѣ между бывшимъ Кокандскимъ
ханствомъ, составляющимъ нынѣ принадлежа-
щую Россіи область Ферганскую, и соседними
Китайскими владеніями, граница отредѣ-
ляется слѣдующимъ образомъ:

Отъ вершины Суіокъ границная черта,
оставляя перевалъ этого имени въ Русскихъ
предѣлахъ, слѣдуетъ на югъ, по подошвѣ хребта,
закрывающаго въ себѣ перевалы Алай-колъ и
Сау-ерды, до пункта между постами Семъ
и Награ-Чалды; отсюда она направляется
на рѣку Кизиль-су, восточное поста Уркен-
таши, и далѣе на югъ, до горы Калыта-
баръ.

Китайской территории).

Вышеупомянутая сумма в пять миллионов металлических рублей будет выплачена в течение года со дня ратификации настоящего договора, порядком, определенным по соглашению между обоими Правительствами.

Статья VII.

Съ возобновлениемъ власти Китайскаго Правительства въ Шийскомъ краѣ, Западная часть этого краѣ и долина рѣки Текесъ отходятъ во владѣніе Россіи, для поселенія въ нихъ жителей Шийскаго краѣ, которые начекаютъ принять Россійское подданство. Граница между владѣніями обоихъ Имперій, на этихъ участкахъ, опредѣляется слѣдующимъ образомъ:

Граничная черта, начиная отъ горы Беджиль-тау, слѣдуетъ по теченію рѣки Торгосъ, до впаденія ея въ рѣку Шилъ, и, пересѣкая послѣднюю, направляется на югъ, къ горамъ Зунъ-тау, оставая въ западу селеніе Кальджатъ. Здѣсь, она поворачиваетъ на востокъ и слѣдуетъ по хребту, составляющему стверный водораздѣлъ рѣки Текесъ, извѣстному

и Тань-су, на которыхъ возможно, обоими Пра-
вительствами, главное заботиваніе этимъ
дѣломъ.

Передача управленія Шийскимъ краемъ
должна быть окончена въ двухмѣсячный срокъ
со дня прибытія въ Ташкентъ чиновника, ко-
торый будетъ командированъ Генералъ-Губерна-
торомъ Мань-си и Тань-су къ Генералъ-Губерна-
тору Туркестанскаго края, съ извѣщеніемъ
объ утвержденіи настоящаго договора Его
Величествомъ Богдоханомъ Дайчинскимъ
и обь обнародованіи оного.

Статья VI.

Правительство Его Величества
Богдохана Дайчинскаго утматитъ
Россійскому Правительству сумму въ пять
милліоновъ металлическихъ рублей, назначае-
мыхъ какъ на покрытіе издержекъ, которые
потребовались на занятіе Русскими войсками
Шийскаго края съ 1871 года, такъ и на выданіе
Русскимъ подданнымъ денежныхъ вознагражде-
ній за разграбленное въ Китайскихъ предметахъ
имущество ихъ, равно какъ и вспоможеніемъ
семействамъ Русскихъ подданныхъ, убитыхъ
при вооруженныхъ нападеніяхъ на нихъ на

Русскими подданными, по договорам между
Россією и Китаемъ.

Статья IV.

Русскими подданными, владеющими недви-
жимою собственностью въ Шейскомъ краѣ,
предоставляется право сохранить оную за собою
и послѣ возстановленія власти Китайскаго
Правительства въ этотъ краѣ.

Статья V.

Для передачи съ одной стороны и приема
съ другой управленія Шейскимъ краемъ и для
приведенія въ исполненіе тѣхъ условій настоя-
щаго договора, которыя связаны съ возстанов-
леніемъ въ этотъ краѣ власти Китайскаго
Правительства, назначаются обоими Прави-
тельствами Коммиссары, которые съгнутся
въ Кулючъ.

Снащенные Коммиссары приступятъ къ
исполненію возложеннаго на нихъ порученія,
руководствуясь соглашеніемъ, которое будетъ
установлено на счетъ порядка передачи и при-
ема управленія Шейскимъ краемъ между
Генералъ-Губернаторомъ Туркестанскаго края
и Генералъ-Губернаторомъ провинцій Шань-си

господствовавшимъ въ этомъ краѣ, или посель-
оникамъ.

Сообразное съ этимъ обязательствомъ объяв-
леніе будетъ сделано Китайскими властя-
ми, отъ Императора Его Величества Богдыхана,
населенію Шийскаго края, до передачи онаго
намъ.

Статья III.

Жителями Шийскаго края представ-
ляется остаться на нынѣшнихъ мѣстахъ
жительства ихъ, или же выселиться отсюда
въ предѣлы Россіи и принять Россійское под-
данство. Они будутъ спрошены объ этомъ до
передачи Шийской территоріи, и тѣмъ изъ
нихъ, которые пожелаютъ выселиться въ Россію,
будетъ данъ на это содѣланный срокъ со дня пе-
редачи края. Китайскія власти не поста-
вятъ какихъ-либо препятствій къ выселенію
ихъ и вывозу ихъ имущества.

Само собою разумѣется, что перешедшіе
въ Русское подданство жители Шийскаго края,
въ случаѣ отправленія ихъ съ торговыми или
иными цѣлями въ Китайскіе предѣлы, будутъ
пользоваться, во время пребыванія ихъ тамъ, все-
ми правами и преимуществами, дарованными

темя Наследника Престола, Председателя
Прокурорской Палаты и Члена Совета
Иностранных Дѣлъ.

Снабженные упомянутыми, снабженными
полномочиями, найденными достаточными,
постановили слѣдующія условия:

Статья I.

Его Величество Императоръ и
Самодержецъ Всероссийскій соглашается
на возобновленіе власти Китайскаго
Правительства въ Чжэйскомъ краѣ, временно
занятомъ Русскими войсками съ 1877 года.

Западная часть этой долины, равно какъ
и долина рѣки Мекесъ, въ предѣлахъ обозна-
ченныхъ въ VII^й статьѣ настоящаго договора,
остаются во владѣніи Россіи.

Статья II.

Его Величество Богдоханъ Тай-
цзинскій принимаетъ на себя обязательство
въ томъ, что никто изъ жителей Чжэйскаго
края, къ какому-бы имени и вѣроисповѣда-
нію онъ ни принадлежалъ, не будетъ привле-
ченъ къ личной или имущественной отвѣт-
ственности за свои дѣйствія во время смуты,

Его Величество Императоръ и
Самодержецъ Всероссийскій и Его Величество
Богдоханъ Дайцинскій, желая, для скрѣпленія
дружественныхъ между ними отношеній, раз-
рѣшить некоторые пограничныя и торговые
вопросы, касающіеся пользы обѣихъ Имперій,
назначили для установленія соглашенія по
этимъ вопросамъ, своими уполномоченными:

Его Величество Императоръ
Всероссійскій:

Николая Турса, Дѣйствительнаго
Тайнаго Советника, Своего Статъ-Секретаря,
Управляющаго Министерствомъ Иностран-
ныхъ Дѣлъ, и

Свенія Брюцова, Дѣйствительнаго
Статскаго Советника, Своего Чрезвычайнаго
Посланника и Полномочнаго Министра
при Его Величествѣ Богдоханѣ Дай-
цинскомъ,

и Его Величество Богдоханъ
Дайцинскій:

Чуна, Своего Чрезвычайнаго и Полномоч-
наго Посла при Его Величествѣ
Императорѣ Всероссийскомъ, Своего
Придворнаго Сановника, Младшаго Помощ-